



Communiqué de l'Intersyndicale (FSU - UNSA Éducation - Sgen-CFDT de l'étranger) suite à l'appel à la grève du 19 mai à l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE)

L'intersyndicale a appelé les personnels des établissements français à l'étranger relevant de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE) à une grève le 19 mai, jour du Comité technique extraordinaire de l'établissement public AEFE.

Cet appel fait suite au vote unanime défavorable des trois organisations syndicales représentatives au Comité Technique de l'AEFE du 6 mai dernier. Elles s'opposent aux modifications des articles du Code de l'éducation et du décret 2002-22 qui définissent la position administrative et financière des personnels détachés auprès de l'AEFE exerçant à l'étranger.

L'intersyndicale dénonce notamment la suppression de la consultation pour avis des Commissions consultatives paritaires (CCP), essentielles à l'étranger pour garantir la transparence du recrutement des détachés.

Le processus engagé dans la précipitation pour modifier ces textes statutaires ne permettra pas d'organiser un recrutement tardif suffisant pour pourvoir les 350 postes vacants dans le réseau AEFE. La rentrée 2022 s'annonce difficile. Le réseau et les établissements sont fragilisés, et les personnels précarisés.

La colère et l'inquiétude se sont exprimées par une forte mobilisation des personnels : Madrid (70% dans le primaire), Alicante (62 % dans le secondaire), Brésil (entre 80 à 100 % dans les deux degrés), Dakar (77% dans le primaire), Bangkok (75% au secondaire, 100% dans le primaire), Santiago du Chili (76 % dans le secondaire), Vanuatu (73 % dans le secondaire), Rabat (66% dans le primaire, 59 % dans le secondaire)....